

No. 35586

**France
and
Brazil**

Framework-Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil. Paris, 28 May 1996

Entry into force: *1 April 1997 by notification, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 March 1999*

**France
et
Brésil**

Accord-cadre de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. Paris, 28 mai 1996

Entrée en vigueur : *1er avril 1997 par notification, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et portugais*

Euregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 mars 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL

Le Gouvernement de la République française d'une part, le Gouvernement de la République fédérative du Brésil d'autre part, ci-après dénommés "les parties":

Convaincus que la participation active de la France et du Brésil aux relations politiques et économiques internationales, ainsi que leur contribution au dialogue des cultures, favorisent l'établissement d'un ordre mondial plus ouvert et plus équitable,

Animés du désir de mettre en oeuvre un nouveau partenariat, et de renforcer leurs traditionnelles relations d'amitié par l'instauration d'un mécanisme de consultations bilatérales régulières et par l'approfondissement de leur dialogue politique,

Soucieux de promouvoir leur coopération dans les domaines économique, culturel, scientifique et technique, ainsi que dans tout nouveau secteur d'intérêt commun,

Souhaitant développer leurs relations de bon voisinage dans la zone frontalière située de part et d'autre de leur frontière commune,

Ayant à l'esprit l'appartenance de la France à l'Union européenne et du Brésil au MERCOSUL, et conscients de l'importance du dialogue de plus en plus étroit qui se développe entre ces deux ensembles régionaux,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Les parties s'engagent à donner un nouvel élan à leurs relations bilatérales. À cette fin, elles sont résolues à favoriser les contacts politiques à tous les niveaux entre les deux États et à renforcer le développement de leur coopération économique, culturelle, scientifique et technique selon les modalités définies dans le présent accord.

Article 2

Les parties décident de réunir tous les deux ans une Commission générale franco-brésilienne, qui a pour mission de promouvoir le dialogue politique entre les parties, de coordonner les différents aspects de leurs relations bilatérales et d'établir un programme de travail pour les deux années suivantes.

La Commission générale franco-brésilienne, qui se réunit alternativement en France et au Brésil, se compose de représentants des deux gouvernements, sous la présidence des Ministres des Affaires étrangères. Les parties déterminent d'un commun accord et par la voie diplomatique la date et l'ordre du jour des réunions.

Les groupes de travail prévus dans les différents accords de coopération sectorielle en vigueur, ou venant à être créés, rendent compte de leurs travaux tous les deux ans auprès de la Commission générale franco-brésilienne.

Article 3

Les parties confirment l'esprit dans lequel elles ont institué des instruments de coopération culturelle, scientifique et technique. Elles décident de les adapter aux nouvelles conditions dans lesquelles s'inscrit la coopération franco-brésilienne.

Dans cette intention, les parties réunissent tous les deux ans, sous l'égide de la Commission générale franco-brésilienne, une commission scientifique et technique et une commission culturelle et linguistique, chargées d'établir un programme commun de coopération dans leurs domaines respectifs de compétence.

Entre deux sessions de la Commission générale se réunissent en tant que de besoin un groupe d'évaluation et de suivi chargé des questions scientifiques et techniques et un groupe d'évaluation et de suivi chargé des questions culturelles et linguistiques.

Article 4

Les deux parties réaffirment leur volonté de développer leurs relations économiques, notamment en matière d'échanges commerciaux, d'investissements et de coopération financière, et plus particulièrement l'encouragement des initiatives concernant les petites et moyennes entreprises des deux pays.

Dans cette intention, les parties réunissent tous les deux ans, sous l'égide de la Commission générale, une commission économique franco-brésilienne, qui prendra la suite de la Commission économique franco-brésilienne pour l'industrie et le commerce créée par le communiqué conjoint franco-brésilien du 6 novembre 1975.

Entre deux sessions de la Commission générale, la commission économique franco-brésilienne se réunit périodiquement sous la présidence des ministres compétents en matière économique internationale ou de leurs représentants.

Afin d'associer plus étroitement les entreprises des deux pays au développement de la coopération économique franco-brésilienne, la commission économique franco-brésilienne peut faire participer à ses travaux des représentants du secteur privé et créer des groupes de travail sectoriels ou thématiques dans les domaines jugés prioritaires par les parties.

Article 5

Les années où la Commission générale ne se réunit pas, les parties tiennent des consultations politiques au niveau des hauts fonctionnaires, afin de procéder à un large échange de vues sur les dossiers bilatéraux en cours ainsi que sur les sujets internationaux d'intérêt commun.

Ces consultations se tiennent alternativement en France et au Brésil. Les dates, l'ordre du jour, le niveau et le lieu de chaque réunion sont fixés d'un commun accord par la voie diplomatique.

Article 6

Les deux parties tiennent chaque année des consultations visant à favoriser la coopération transfrontalière dans tous les domaines d'intérêt commun et à examiner les projets développés par les collectivités locales des deux pays, dans le cadre des législations nationales. Des représentants de ces collectivités locales peuvent être associés à ces travaux.

Ce groupe de consultations se réunit alternativement en France et au Brésil.

Article 7

Sont abrogés :

L'article 12 de l'accord culturel entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République des États-Unis du Brésil signé le 6 décembre 1948,

L'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis du Brésil portant création d'une commission mixte franco-brésilienne de développement économique signé le 24 avril 1954,

L'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil portant constitution d'une grande commission signé le 24 octobre 1975.

Article 8

La liste des accords en vigueur est établie après examen conjoint par les parties. Les accords qui auraient été omis dans cette liste ne sont pas considérés comme automatiquement abrogés, sauf si les parties en conviennent.

Article 9

Chacune des parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

Le présent accord peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des deux parties, par voie diplomatique. La dénonciation prend effet six mois après réception de la notification visée.

En foi de quoi, les représentants des deux parties ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris le 28 mai 1996, en deux exemplaires en langues française et portugaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HERVÉ DE CHARETTE
Ministre des Affaires étrangères
de la République française

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil :

LUIZ FELIPE LAMPREIA
Ministre des Relations extérieures
de la République fédérative du Brésil

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

**ACORDO-QUADRO DE COOPERAÇÃO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA E O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL**

O Governo da República Francesa

e

O Governo da República Federativa do Brasil
(doravante denominados “Partes Contratantes”),

Convencidos de que a participação ativa da França e do Brasil nas relações políticas e económicas internacionais, bem como sua contribuição ao diálogo das culturas, favorecem o estabelecimento de uma ordem mundial mais aberta e mais equânime;

Animados pelo desejo de instituir uma nova parceria e de reforçar suas tradicionais relações de amizade pela criação de um mecanismo de consultas bilaterais regulares e pelo aprofundamento do diálogo político;

Ciosos de promover a cooperação nos campos económico, cultural, científico e técnico, bem como em novos setores de interesse comum;

Desejosos de desenvolver suas relações de boa vizinhança na zona fronteiriça situada de um lado e de outro de sua fronteira comum;

Tendo em vista ser a França, da União Europeia e o Brasil membro do Mercosul, e conscientes da importância do diálogo cada vez mais estreito que se desenvolve entre esses dois grupos regionais,

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1º

As Partes Contratantes dispõem-se a conferir renovado impulso às relações bilaterais. Com esse objetivo, empenhar-se-ão em favorecer os contatos políticos em todos os níveis entre os dois Estados e em reforçar o desenvolvimento da cooperação económica, cultural, científica e técnica, segundo as modalidades definidas no presente Acordo.

ARTIGO 2º

1. As Partes Contratantes decidem reunir bianualmente uma Comissão Geral franco-brasileira, que terá a missão de promover o diálogo político, de coordenar os diferentes aspectos das relações bilaterais e de estabelecer um programa de trabalho para o biênio seguinte.
2. A Comissão Geral franco-brasileira, que se reunirá alternadamente na França e no Brasil, estará integrada por representantes dos dois Governos, sob a presidência dos Ministros das Relações Exteriores. As Partes Contratantes determinarão, de comum acordo e por via diplomática, a data e a agenda das reuniões.
3. Os Grupos de Trabalho previstos nos diferentes acordos de cooperação setorial em vigor, ou que venham a ser criados, relatarão bianualmente seus trabalhos à Comissão Geral franco-brasileira.

ARTIGO 3º

1. As Partes Contratantes confirmam o espírito no qual estabeleceram os instrumentos de cooperação cultural, científica e técnica e decidem adaptá-los às novas condições da cooperação franco-brasileira.
2. Com tal objetivo, as Partes Contratantes reunirão bianualmente, sob a égide da Comissão Geral franco-brasileira, uma Comissão Científica e Técnica e uma Comissão Cultural e Lingüística encarregadas de estabelecer um programa comum de cooperação em suas respectivas áreas de atuação.
3. Entre duas sessões da Comissão Geral, reunir-se-á, quando necessário, um grupo de avaliação e de acompanhamento encarregado das questões científicas e técnicas e um grupo de avaliação e de acompanhamento encarregado dos assuntos culturais lingüísticos.

ARTIGO 4º

1. As Partes Contratantes reafirmam sua intenção de desenvolver relações econômicas, especialmente em matéria de intercâmbio comercial, de investimentos e de cooperação financeira e, em especial, a promoção de iniciativas em nível de pequenas e médias empresas dos dois países.

2. Para esse fim, as Partes Contratantes reunirão bianualmente, sob a égide da Comissão Geral, uma Comissão Econômica franco-brasileira, que sucederá à Comissão Econômica franco-brasileira para Indústria e Comércio, criada pelo Comunicado Conjunto franco-brasileira, em 6 de novembro de 1975.

3. Entre duas sessões da Comissão Geral, a Comissão Econômica franco-brasileira reunir-se-á periodicamente sob a presidência dos Ministros competentes em matéria econômica internacional ou de seus representantes.

4. Com o objetivo de associar mais estreitamente as empresas dos dois países no desenvolvimento da cooperação econômica franco-brasileira, a Comissão Econômica franco-brasileira poderá fazer representantes do setor privado participarem de seus trabalhos e criar grupos de trabalho setoriais ou temáticos nos campos julgados prioritários pelas Partes Contratantes.

ARTIGO 5º

1. Nos anos em que a Comissão Geral não se reunir, as Partes Contratantes manterão consultas políticas em nível de altos funcionários, a fim de proceder a um amplo intercâmbio de idéias sobre as questões bilaterais correntes, bem como sobre os assuntos internacionais de interesse comum.

2. Essas consultas realizar-se-ão, alternadamente, na França e no Brasil. As datas, a agenda, o nível e o local de cada reunião serão determinados de comum acordo pela via diplomática.

ARTIGO 6º

1. As Partes Contratantes realizarão a cada ano consultas visando ao favorecimento da cooperação transfronteiriça em todos os domínios de interesse comum e ao exame dos projetos desenvolvidos pelas coletividades locais dos dois países, no quadro das legislações nacionais. Representantes dessas coletividades locais poderão estar associados a esses trabalhos.

2. Esse grupo de consulta reunir-se-á alternadamente na França e no Brasil.

ARTIGO 7º

Ficam ab-rogados:

- a) o artigo 12 do Acordo Cultural entre o Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da República Francesa, firmado em 6 de dezembro de 1948;
- b) o Acordo, por troca de Notas, entre o Governo da República dos Estados Unidos do Brasil e o Governo da República Francesa, que cria uma Comissão Mista franco-brasileira de desenvolvimento econômico, firmado em 24 de abril de 1954;
- c) o Acordo entre o Governo da República Federativa do Brasil e o Governo da República Francesa, que constitui uma Grande Comissão, firmado em 24 de outubro de 1975.

ARTIGO 8º

A lista dos Acordos em vigor será estabelecida após exame conjunto pelas Partes Contratantes. Os acordos omitidos nessa lista não serão considerados como automaticamente ab-rogados, salvo se as Partes Contratantes assim convierem.

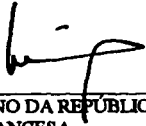
ARTIGO 9º

1 Cada uma das Partes Contratantes notificará a outra do cumprimento das respectivas formalidades constitucionais e legais internas requeridas para a entrada em vigor do presente Acordo, que terá efeito no primeiro dia do mês seguinte à data de recepção da segunda notificação.

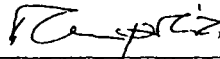
2 O presente Acordo poderá ser denunciado a qualquer momento por qualquer uma das Partes Contratantes, por via diplomática. A denúncia surtirá efeito 6 (seis) meses depois da data do recebimento da notificação respectiva.

Em fé do que, os representantes das duas Partes Contratantes, devidamente autorizados para tanto, assinaram e selaram o presente Acordo.

Feito em Paris, em de maio de 1996, em dois exemplares originais, nos idiomas francês e português, sendo ambos os textos igualmente autênticos.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

[TRANSLATION - TRADUCTION]

FRAMEWORK AGREEMENT ON COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

The Government of the French Republic, on the one hand, and the Government of the Federative Republic of Brazil, on the other hand, hereinafter referred to as "the Parties",

Convinced that the active participation of France and Brazil in international political and economic relations and their contribution to intercultural dialogue will foster the establishment of a more open and more equitable world order;

Inspired by the desire to bring about a new partnership and to strengthen their traditional ties of friendship by establishing a mechanism for regular bilateral consultations and by deepening their political dialogue;

Eager to promote their cooperation in the economic, cultural, scientific and technical fields and in any new area of mutual interest;

Wishing to develop their relations of good neighbourliness in the border zone located on either side of their common border;

Bearing in mind France's membership in the European Union and Brazil's membership in the Southern Common Market (MERCOSUL) and aware of the importance of the increasingly close dialogue that is developing between these two regional bodies;

Have agreed as follows:

Article 1

The Parties undertake to give renewed impetus to their bilateral relations. To that end, they are resolved to promote political contacts at all levels between the two States and to strengthen the development of their economic, cultural, scientific and technical cooperation in accordance with the terms and conditions set forth herein.

Article 2

The Parties hereby decide to convene, every two years, a Franco-Brazilian General Commission whose purpose shall be to promote political dialogue between the Parties, to coordinate the various aspects of their bilateral relations and to establish a programme of work for the next biennium.

The Franco-Brazilian General Commission, which shall meet alternately in France and Brazil, shall be made up of representatives of the two Governments and shall be chaired by the Ministers for Foreign Affairs. The Parties shall establish the date and agenda of these meetings by mutual agreement through the diplomatic channel.

The working groups called for under the various sectoral cooperation agreements, both current and future, shall report to the Franco-Brazilian General Commission on their work every two years.

Article 3

The Parties hereby reaffirm the spirit in which they concluded cultural, scientific and technical cooperation instruments and decide to adapt them to the new conditions governing Franco-Brazilian cooperation.

To that end, the Parties shall convene every two years, under the aegis of the Franco-Brazilian General Commission, a scientific and technical commission and a cultural and linguistic commission, which shall be responsible for setting up a joint cooperation programme in their respective areas of competence.

Between sessions of the General Commission, an evaluation and monitoring group responsible for scientific and technical matters and an evaluation and monitoring group responsible for cultural and linguistic matters shall meet as needed.

Article 4

The two Parties hereby reaffirm their desire to develop their economic relations in the areas of, inter alia, trade, investments and financial cooperation, especially by encouraging initiatives relating to the small and medium-sized enterprises of the two countries.

To that end, the Parties shall convene every two years, under the aegis of the General Commission, a Franco-Brazilian economic commission, which shall succeed the Franco-Brazilian economic commission for industry and commerce that was established by the Franco-Brazilian joint communiqué of 6 November 1975.

Between sessions of the General Commission, the Franco-Brazilian economic commission shall meet periodically under the chairmanship of the ministers responsible for international economic matters or their representatives.

In order more closely to involve the enterprises of the two countries in Franco-Brazilian economic cooperation, the Franco-Brazilian economic commission shall be authorized to include representatives of the private sector in its work and to establish sectoral or thematic working groups in the areas deemed most important by the Parties.

Article 5

In the years during which the General Commission does not meet, the Parties shall hold political consultations at the senior official level in order to engage in a broad exchange of views on the current bilateral dossiers and on international issues of mutual interest.

Such consultations shall be held alternately in France and Brazil. The date, agenda, level and place of each meeting shall be established by mutual agreement through the diplomatic channel.

Article 6

The two Parties shall hold annual consultations in order to foster cross-border cooperation in all areas of mutual interest and to consider projects developed by local communities